



Le 14/01/2025

Déclaration de politique générale de François Bayrou

Un mois après sa nomination par le Président de la République, et après plusieurs semaines de consultations, François Bayrou prononçait ce jour devant l'Assemblée nationale sa déclaration de politique générale. Le texte n'a pas fait l'objet d'un vote.

Ce qu'il faut retenir

- Volonté de relancer l'**examen du PLF et du PLFSS** rapidement ;
- **Chaque Ministre aura une feuille de route** qui sera partagée aux Commissions du Parlement ;
- Sur les **retraites** : lancement d'une grande conférence sociale de trois mois, en conclave, après publication d'une mission flash de la Cour des comptes, afin de trouver un nouvel équilibre qui sera retranscrit dans le prochain PLFSS. Si les partenaires sociaux ne s'accordent pas, la réforme Borne s'appliquera ;
- Soutien à l'**esprit d'entreprise** en les préservant d'un poids excessif des prélèvements et des normes (adoption du projet de loi simplification de la vie économique, lancement de France expérimentation ...) ;
- Les **entreprises doivent être prémunies contre des augmentations exponentielles d'impôts et de charges** ;
- Poursuite de l'**examen du projet de loi d'orientation de d'avenir agricoles (PLOA)** ;
- Volonté de retrouver les **conditions de la production**. Notamment via le soutien à l'**innovation**.

En détail

Propos introductif

- 84% des Français jugent que le Gouvernement ne passera pas l'année. On se demande où les 16% trouvent la source de leur optimisme.
- Une bonne situation : quand tout va bien, on s'endort sur ses lauriers. Quand tout va mal, on est contraint.
- **Les Français ont besoin de stabilité. Ils attendent de nous qu'on force les issues.**
- Sujets d'inquiétude sont innombrables, mais un sujet émerge : le **surendettement de notre pays**.
- Tous les **partis de Gouvernement sans exception ont une responsabilité dans la situation créée**.
- Une autre épée de Damoclès : la situation internationale, et notamment depuis la guerre en Ukraine.
- Inquiétude quant à la position de la Chine, qui connaît une situation commerciale enviable.
- Nouvel ordre mondial qui menace tous les équilibres et les règles de la défense, incarné par Elon Musk par exemple.
- Il faut regarder ces grandes puissances en face. Leur dire qui nous sommes. La France a des atouts : sa diplomatie, son armée, l'engagement de ses militaires.
- L'Europe doit devenir communauté stratégique. A la seule condition que nous acceptions de nous définir ensemble.

Gouvernement

- Reflète au mieux **l'union des grandes sensibilités du pays**, avec de l'expérience et de l'enracinement : avec de fortes personnalités ;
- **Chaque Ministre aura une feuille de route** qui sera partagée aux Commissions pertinentes du Parlement et au CESE ;
- Importance de **l'éducation**, confiée à une enseignante Première ministre, assistée de l'ancien président du CNES et spécialiste des universités ;
- Importance des **outre-mer** : j'ai considéré que ce sujet et nos compatriotes devaient être promus au rang de toute première préoccupation de la nation ;
- Questions de **sécurité** sont brûlantes. Volonté d'avoir une coopération étroite entre le ministère de la Justice et celui de l'intérieur. Deux Ministres d'Etat.
- **Nous avons trois échéances :**
 - o **L'urgence**. Il faut **se ressaisir pour adopter sans tarder le budget de l'Etat et de la sécurité sociale**.
 - o La **stabilité**. Il faut **mettre en place les conditions de la stabilité**, qui impose de se réconcilier, ce dont le pays a besoin
 - o A plus long terme, **refondation de l'action publique**. Il faut s'attaquer à tous les problèmes devant nous, et non à certains à l'exclusion des autres

Se ressaisir

- Faisant suite à la censure, situation de blocage (budget de la nation entièrement repoussé en première lecture à l'Assemblée, interrompu au Sénat ; tous les secteurs d'intervention publique entravés : éducation, sécurité, santé, solidarité, agriculture, commerce extérieur ; des milliers de recrutements, par exemple dans la justice, suspendus ; les mesures de soutien à la Nouvelle-Calédonie empêchées ; la loi de programmation militaire enrayée ; le fonds vert des collectivités bloqué).
- Il est temps de changer de logiciel démocratique et donc de méthode. Et le lieu où la diversité se résout en capacité d'action, c'est le Parlement !

Retraites

- Sur les plus de 1000 milliards de dette supplémentaires accumulés par notre pays ces dix dernières années, les retraites représentent 50 % de ce total ;
- Je choisis donc de remettre ce sujet en chantier, avec les partenaires sociaux, pour un temps bref, et dans des conditions transparentes. Selon une méthode inédite et quelque peu radicale ;
- **Mission flash** confiée à la Cour des comptes pour établir les chiffres en quelques semaines ;
- Sur la base de ces chiffres, une **conférence sociale de trois mois**, en conclave, proposée dès le vendredi 17 janvier, pour trouver un nouvel équilibre qui sera transcrit dans le prochain PLFSS ; chaque participant à cette conférence tripartite pourra inscrire à l'ordre du jour ses sujets de préoccupation ; si les participants ne s'accordent pas, la réforme Borne continuera à s'appliquer.

Budget

- L'adoption d'un budget est indispensable pour les Français, pour l'action de la France, pour son image et son crédit.
- Les prévisions de croissance, à la suite de la crise née du vote de la motion de censure, ont été revues à la baisse. Le Gouvernement a revu sa prévision, qui était à 1,1% conformément aux prévisions de la Banque de France. Il sera proposé de fixer l'objectif de déficit public pour 2025 à 5,4 % du PIB.

Réforme de l'Etat

- Des économies importantes seront proposées. Il faudra trouver des méthodes d'organisation de l'État qui ne requerront pas d'augmentation de nos dépenses publiques.
- Les Ministres devront préparer ces budgets redéfinis dès le printemps.
- Examen de notre organisation publique, notamment des 1000 agences ou organes de l'Etat ;
- Création d'un fonds spécial dédié à la réforme de l'Etat, financé avec une partie des actifs immobiliers, afin de réaliser des investissements, par exemple dans le déploiement de l'IA dans les services publics, pas pour des dépenses de fonctionnement.

Se réconcilier

Réconcilier les Français entre eux ; réconcilier les Français avec l'Etat et leurs élus ; réconcilier les Français avec les entreprises.

Pluralisme

- Notre société n'est plus enfermée dans l'impasse de la bipolarisation. Le but de la démocratie, c'est que les différentes sensibilités vivent ensemble.
- La question est celle de la reconnaissance du pluralisme.
- Souhait que les partis politiques, comme les syndicats, puissent être reconnus comme des mouvements d'utilité publique.
- Création d'une banque de la démocratie, pour confier à des organismes publics, contrôlés par le Parlement, le financement des partis politiques ;
- Engagement d'un débat sur la proportionnelle et le non-cumul des mandats ;
- Traduction des Etats généraux de l'information ; réforme de l'audiovisuel public conduite à son terme.

Réduction des normes et débureaucratization

- Une étude récente montre que, chez nos voisins, le poids des normes est en moyenne de 0,5% de PIB annuel, de 0,8% en Italie à 0,3% en Espagne, et 0,17% en Allemagne. Chez nous c'est tout près de 4%. Et c'est insupportable ;
- Le projet de loi de simplification de la vie économique dont l'examen a déjà commencé devra être adopté rapidement ; grâce à France expérimentation, les acteurs de terrain travailleront à redéfinir, en partenariat avec l'Etat, les simplifications ;
- Inversion de la charge de la preuve partout où c'est possible, c'est-à-dire que l'administration remplira les papiers, l'usager les vérifiera.

Collectivités locales

- Les collectivités locales doivent être soutenues dans leur action.
- Avancer sur les questions de l'eau, de l'assainissement, du statut et de la protection des élus ;
- Effort financier des collectivités en 2025 ramené de 5 Mds à 2,2 Mds ;
- 100 projets locaux seront débloqués sur tout le territoire, en travaillant en mode « commando » comme il a été fait pour Notre-Dame ;
- Le calendrier pour l'évolution du statut constitutionnel de la Corse fin 2025 sera tenu.

Esprit d'entreprise

- Il existe chez nous un vieux réflexe : cibler les entreprises et plus spécialement les entreprises françaises, et en particulier celles qui réussissent le mieux à l'exportation.
- Les entreprises que l'on dit multinationales sont celles qui ont réussi, par leur savoir-faire, leur recherche, leur esprit de conquête, à être sélectionnées pour la compétition mondiale. Elles font honneur à la France et contribuent à sa richesse
- Elles doivent être prémunies contre des augmentations exponentielles d'impôts et de charges.
- Soutien à l'esprit d'entreprise en les préservant d'un poids excessif des prélèvements et des normes.

Se refonder

Offrir à chacun les conditions de sa dignité en tant que citoyen et en tant que personne.

Lutte contre les violences sexuelles et sexistes

- C'est un combat de civilisation, que nous devons porter ici et ailleurs. Partout où les femmes subissent l'intolérable. Cette égalité suppose une lutte sans merci contre les violences sexuelles ou sexistes, mais aussi pour l'égalité salariale et professionnelle.

Immigration

- Nous devons évoquer les craintes que suscite l'immigration. L'immigration est une question de proportion.
- Exécution des OQTF ;
- Réactivation du comité interministériel de contrôle de l'immigration ;
- Transcrire le Pacte européen Migration asile ;
- Rétablir en 2026 une trajectoire dynamique de l'aide au développement.
- Notre cap, c'est l'incorporation à la nation de ceux qui sont amenés à la rejoindre.

Quelques lignes de force pour l'action du gouvernement :

Transition écologique

- L'écologie n'est pas le problème. C'est la solution.
- Finalisation de notre Stratégie bas carbone ;
- Préservation de la biodiversité ;
- Production de l'énergie décarbonée par le nucléaire et la géothermie ;
- Lancement d'une grande conférence nationale sur l'eau déclinée dans les régions ;
- Favoriser les mobilités adaptées. Poursuite du plan vélo.

Education

- Une des fiertés de ce gouvernement est d'avoir placé en premier le ministère de l'Éducation nationale, et de l'avoir confié à une femme au parcours exemplaire.
- Mise en lumière et diffusion des meilleures pratiques des enseignants, pour enrichir leur formation initiale et continue ;
- Promotion de la lecture notamment face aux écrans ;
- Lancement d'une consultation sur le temps scolaire ;
- Poursuite de la réforme de l'enseignement professionnel.

Culture

- La défense et l'affirmation d'une politique culturelle est une politique sociale.
- Soutien à la politique du patrimoine et à la création.

Outre-mer

- Application du Plan « Mayotte debout » et prise en compte de la crise migratoire à Mayotte, sans tabou notamment sur le droit du sol ;
- Invitation fin janvier des forces politiques néo-calédoniennes à Paris pour des négociations qui devront aboutir à la fin du premier trimestre 2025 ;
- Définition d'un plan de développement et de financement pour chaque Outre-mer, dans le cadre d'un nouveau Comité interministériel des outre-mer que le ministre d'Etat préparera avec les élus de ces territoires.

Innovation et industrie

- Nous devons retrouver les conditions de la production.
- Sur la recherche, poursuite de la trajectoire définie dans la loi de programmation de la recherche.
- Il faut mieux mobiliser nos entreprises dans cet effort sur la recherche.
- Poursuite de la stratégie nationale pour l'Intelligence Artificielle, avec diffusion de l'IA dans l'action publique, l'industrie, la formation et la recherche, appuyée sur un programme d'investissement dans les infrastructures.
- Définition de politiques de filière, produit par produit, en partant des faiblesses de notre balance commerciale. Chaque filière unira grandes entreprises, sous-traitants, l'État et les régions autour d'un enjeu de production. Des géants mondiaux comme Dassault Systèmes ou Safran, Total ou Airbus, Saint-Gobain ou Danone, ont un potentiel de partage des capacités de mise au point et de soutien à des entreprises nouvelles, notamment sur des produits et secteurs où nous sommes absents.

Agriculture

- A l'origine de la situation actuelle, il y a une crise morale : on accuse les agriculteurs de nuire à la nature aujourd'hui ;
- L'accord avec le Mercosur impose aux agriculteurs de chez nous des normes de production qui ne sont pas imposées à leurs concurrents. Ceci est inacceptable ;
- Sur la gestion de l'eau, organisation de conférences au plan national et régional pour définir des stratégies de long-terme ;
- Poursuite de l'examen du projet de loi d'orientation de d'avenir agricoles (PLOA) ;
- Dans le cadre de l'examen de la PLOA, simplification des normes.

Travail

- Lancement d'une concertation sur le travail et les salaires (rémunération, reconnaissance et conditions de travail, égalité salariale femmes-hommes...) ;
- Poursuite des efforts en matière de revalorisation salariale, d'épargne salariale, d'intéressement et de participation.

Aménagement du territoire

- L'aménagement du territoire est l'une des grandes questions qui est devant nous. Elle touche aux conditions de vie de nos concitoyens, à l'accès aux services publics, aux transports, au logement...
- Grand ministère mis en place autour de François Rebsamen. Ce ministère incarne l'objectif qui est le nôtre : que chaque personne ait sa chance, que chaque territoire ait sa reconnaissance et sa chance.
- Dans la continuité des efforts fournis par les précédents gouvernements, favoriser la construction (réduire encore les délais, alléger les demandes d'autorisation, favoriser la densification ...) ;
- Relance de l'investissement locatif ;
- Favoriser l'accession à la propriété ;
- Soutien aux maires bâtisseurs par un système d'encouragement à l'investissement, y compris privé.

Transports

- Nous avons devant nous des défis en matière de financement des infrastructures et des équipements nouveaux.
- Organisation d'une conférence sur le financement durable avec les collectivités et les professionnels.

Santé et solidarités

- La santé, c'est l'une des toutes premières préoccupations des Français ;
- Adoption d'une vision pluriannuelle du financement du système de santé ;
- Sur la démographie médicale, implication des élus territoriaux et action sur la formation des soignants ;

- La santé mentale confirmée comme grande cause nationale 2025 ;
- Hausse de l'ONDAM en 2025 pour soutenir l'hôpital et améliorer les conditions de travail ;
- Abandon de la mesure de déremboursement de certains médicaments et des consultations.

Sport

- Après une année olympique historique et avec devant nous le projet Alpes 2030, nous devons encourager le sport dès l'école ;
- Dans le cadre des parcours de soin pour les malades chroniques, volonté de proposer une nouvelle offre dans les maisons Sport Santé ;
- Proposer 100 000 bilans d'activité physique pour ces personnes.

Grand âge

- Ouverture d'un dialogue avec le Parlement et les départements sur le bien vieillir et le maintien à domicile.

Enfance

- Création d'un Haut-commissariat à l'enfance.

Lutte contre la précarité étudiante

- Construction de 15 000 logements par an pendant 3 ans, en mobilisant le foncier disponible de l'Etat ; attention portée à la carte universitaire sur le territoire.

Conclusion

- **Le but de cette déclaration de politique générale est de permettre à ces concitoyens de passer de la plus extrême inquiétude à la conviction que, même si nous ne sommes pas certains de tous les résoudre, nous traiterons les problèmes qui se posent avec toutes nos forces et tous nos moyens ;**
- **Je connais tous les risques. Si nous nous trompons, nous corrigerons.**
- **Nous sommes aujourd'hui le plus jeune des pays européens, et sur le plan de la croissance nous sommes sur les quarante dernières années devant l'Allemagne, en particulier ces sept dernières années.**

Réaction des groupes politiques

Stéphane Peu – Gauche démocrate et républicaine (GDR)

- Le député exprime sa crainte de voir François Bayrou s'en tenir à un "statu quo politique" qui risque, selon lui, de continuer à nourrir l'instabilité dans le pays.
- Il reproche au Premier ministre de maintenir plus de la moitié des ministres du gouvernement censuré de Michel Barnier et de ne pas rouvrir le débat budgétaire, jugé pourtant nécessaire après la censure de décembre 2023.
- Il appelle à un véritable changement de cap et juge décevant que François Bayrou poursuive la navette des lois de finances élaborées par l'équipe précédente.

Eric Ciotti - Union des Droites pour la République (UDR)

- L'ancien président des Républicains regrette un "penchant naturel à l'immobilisme" dans le discours du Premier ministre, qu'il trouve trop axé sur le constat et pas assez sur les solutions concrètes.
- Il plaide pour une réforme de l'État, une baisse des impôts et des dépenses publiques, la suppression de normes excessives et la mise en place d'un système de retraites par capitalisation.

Jean-Philippe Tanguy – Rassemblement nationale (RN)

- Le député du RN exprime sa "vive déception" face aux propositions de François Bayrou, qu'il estime se limiter à des "conférences, comités, commissions" n'aboutissant à aucune mesure concrète.
- Il accuse le gouvernement de n'avoir rien fait de la censure historique du gouvernement Barnier et de "mentir sur tout" à Mayotte.
- Il réclame une "vraie loi de contrôle sur l'immigration" et une "vraie politique de sécurité", tout en dénonçant l'absence de mesures immédiates pour soulager le pouvoir d'achat, notamment via une baisse de la TVA.

Gabriel Attal – Ensemble pour la République (EPR)

- Le président du groupe Ensemble pour la République insiste sur la nécessité de stabilité pour la France et salue la "position courageuse" de François Bayrou à propos de la réforme des retraites.
- Assurant que "toute réforme est perfectible", il s'engage à travailler avec le nouveau premier ministre à son amélioration.
- Il exhorte également les socialistes à ne pas voter la censure du gouvernement et à privilégier l'intérêt général, promettant de répondre "au rendez-vous de la responsabilité".

Mathilde Panot – La France insoumise (LFI)

- La cheffe de file des députés LFI dénonce un gouvernement qui "ne respecte rien, ni le résultat des urnes, ni la souveraineté du peuple", et qu'elle qualifie de "sans partisan et sans avenir".
- Elle reproche à François Bayrou de s'être rendu à Pau plutôt que de participer à une réunion d'urgence concernant Mayotte.
- Sur l'écologie, elle lui attribue un "programme d'impuissance organisée".
- Pour Mathilde Panot, la réforme des retraites "ne se suspend pas, elle s'abroge", et elle promet que son groupe censurera l'exécutif.

Boris Vallaud – Socialistes et apparentés (PS)

- Le président du groupe socialiste réaffirme l'opposition de son camp à la politique et au budget défendus par François Bayrou, soulignant qu'ils ne correspondent pas aux valeurs de la gauche.
- Il interpelle le premier ministre, le mettant en garde contre une "laisse et un bâton" du Rassemblement national et l'invite à privilégier une "responsabilité républicaine" via des négociations avec la gauche.
- Tout en réclamant l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans, Boris Vallaud réclame également davantage d'engagements sur divers sujets (taxe sur les transactions financières, dépenses pour l'hôpital public, budget de l'outre-mer, transition écologique).
- Selon lui, "le compte n'y est pas".

Laurent Wauquiez – Droite Républicaine (LR)

- Au nom de la Droite républicaine, Laurent Wauquiez promet un "soutien exigeant" au gouvernement afin de préserver la stabilité, mais précise que son groupe jugera "texte par texte".
- Il pointe un problème de dépenses excessives plutôt que de recettes insuffisantes et exclut toute nouvelle dépense ou hausse d'impôts, appelant à des économies sur la "bureaucratie administrative" de l'État.

Cyrielle Chatelain – Ecologiste et social (ES)

- La présidente du groupe écologiste critique l'inaction du gouvernement en matière d'écologie et reproche à François Bayrou de reprendre "en quasi-intégralité" le budget de Michel Barnier, qu'elle considère comme une "saignée des services publics".
- Elle regrette notamment la baisse des financements pour la transition écologique et déplore que l'écologie soit toujours "la première sacrifiée de l'austérité".
- Cyrielle Chatelain affirme que, tant que le gouvernement persistera dans cette voie, les écologistes n'auront "d'autre choix que de continuer à [le] censurer".

Marc Fesneau – Les Démocrates (Modem)

- Le président du groupe Les Démocrates estime que les Français n'attendent ni "lignes rouges" ni "postures", mais plutôt un "pacte de bon sens" permettant de répondre aux urgences et d'apporter un cap clair, condition indispensable à la "stabilité institutionnelle et politique".
- Il évoque un triptyque de "stabilité, lucidité et confiance" à cimenter par la "coopération".
- Marc Fesneau plaide pour l'unité jusqu'en 2027, considérant que "personne ne peut y arriver à moins que tout le monde y arrive".

Sylvain Berrios – Horizons et apparentés (HOR)

- Au nom du groupe Horizons, Sylvain Berrios assure François Bayrou d'un "soutien vigilant, un soutien exigeant", insistant sur la nécessité de proposer de vraies solutions aux Français.
- Il approuve la "conférence sociale" annoncée par le premier ministre pour discuter de la réforme des retraites avec l'ensemble des acteurs, mais prévient qu'"un retour en arrière" ne ferait qu'aggraver la crise budgétaire.

Stéphane Lenormand – Liberté, Indépendants, Outre-mer et Territoires (LIOT)

- Le député du groupe LIOT s'inquiète d'une France "jamais aussi divisée" face à la multiplicité des crises, qu'il s'agisse de l'économie ou de la situation des hôpitaux.
- Il redoute une "colère sourde" parmi les Français, estimant que la dissolution aurait dû pousser à "abandonner les oripeaux dogmatiques" et à "écouter les citoyens et les territoires".
- Tout en affirmant que LIOT se situe "dans l'opposition", il assure que son groupe sera également dans la "proposition" vis-à-vis du gouvernement.

Emeline K/Bidi – Gauche démocrate et républicaine (GDR)

- La coprésidente du groupe Gauche démocrate et républicaine interpelle François Bayrou sur la place faite aux territoires ultramarins, soulignant leur pauvreté, leur sous-développement et la vie chère qui y sévit.
- Elle critique la continuité des politiques précédentes, accusant les gouvernements Macron d'avoir ignoré les propositions des élus d'outre-mer.
- Emeline K/Bidi demande au premier ministre s'il compte rompre avec la ligne présidentielle et si, lorsqu'il se rend à Mayotte ou ailleurs, il a conscience de la réalité ultramarine.
- Elle conclut en questionnant directement la définition que le chef du gouvernement donne à la "France d'outre-mer".

Dépôt d'une motion de censure

- LFI, le PCF et EELV ont déposé une motion de censure contre le gouvernement de François Bayrou. Portée par Mathilde Panot, présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale, elle est soutenue par 57 députés, issus de LFI mais aussi des groupes communiste et écologiste.
- Déposée juste après la déclaration de politique générale du nouveau premier ministre, elle sera examinée jeudi.
- Le PS demande un "réponse claire" au sujet des retraites, sans quoi il menace de voter la censure.

Réponse du Gouvernement

- En réponse aux oppositions, François Bayrou confirme la suppression de la mesure Barnier prévoyant 4000 postes d'enseignants en moins et annonce une hausse des dépenses de santé de 3,3% en 2025 (contre 2,8% initialement prévus).
- Il affirme également travailler à une nouvelle "taxe anti-optimisation" visant les hauts patrimoines.
- Il a réaffirmé son ouverture à un débat sans "sujet tabou" sur la réforme des retraites, et a maintenu sa volonté de soutenir l'outre-mer et de simplifier l'action publique.